

De facturen worden door de afgevaardigde van de Minister voor akkoord getekend en worden bij de verklaring omtrent de voltooiing van de werken gevoegd.

De facturen m.b.t. werken waarvoor een stedenbouwkundige vergunning vereist is krachtens het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, waarvoor de vergunning niet afgeleverd werd of niet in acht werd genomen, komen niet in aanmerking.

§ 2. Binnen drie maanden na de datum van verzending van de in § 1, eerste en tweede lid, bedoelde documenten naar het bestuur, geeft het bestuur kennis aan de aanvrager van zijn definitieve beslissing omtrent de toekenning, waarbij de berekening van het bedrag van de hem te storten premie uitvoerig wordt beschreven, of van de redenen waarom deze kennisgeving niet kan plaatsvinden.

Indien de beslissing niet binnen de in het eerste lid bedoelde termijn aan de aanvrager wordt medegedeeld, wordt ervan uitgegaan dat beslist is om de toekenning te weigeren.

§ 3. De aanvrager beschikt over een termijn van één maand vanaf de datum waarop de afwijzing bekendgemaakt wordt of waarop de in § 2 bedoelde termijn verstreken is om bij een aan het bestuur gericht aangetekend schrijven bij de Minister een beroep in te stellen. De Minister beslist binnen drie maanden na ontvangst van dit beroep. Als er geen antwoord is, moet ervan worden uitgegaan dat de aanvraag ingewilligd is.

Art. 9. Een afgevaardigde van de Minister kan voor zijn eigen premieaanvraag noch voor een bloed- of aanverwante tot en met de vierde graad in deze hoedanigheid optreden.

Art. 10. Dit besluit treedt in werking op 1 juli 1999.

Art. 11. De Minister van Huisvesting is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 10 juni 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON
De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,
W. TAMINIAUX



F. 99 — 2867

[C - 99/27658]

**10 JUIN 1999. — Arrêté du Gouvernement wallon
fixant les conditions d'agrément et de subventionnement des associations de promotion du logement**

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon du Logement, notamment les articles 192 et 199;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 23 mars 1999;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 6 avril 1999;

Vu la délibération du Gouvernement du 1^{er} avril 1999 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 31 mai 1999, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le Ministre qui a le Logement dans ses attributions, désigné ci-après le Ministre, peut accorder l'agrément à toute association de promotion du logement, ci-après dénommée association, qui remplit les conditions fixées par le présent arrêté.

Art. 2. Pour obtenir l'agrément, l'association doit, à la date d'introduction de la demande :

1° réaliser des activités conformes aux articles 2 et 198 du Code wallon du Logement et couvrant au moins le territoire d'une province;

2° adopter le statut d'association sans but lucratif au sens de la loi du 27 juillet 1921 accordant la personnalité civile aux associations sans but lucratif et aux établissements d'utilité publique;

3° avoir son siège d'activité en Région wallonne;

4° accepter la vérification par la Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine du Ministère de la Région wallonne, désignée ci-après l'administration, de la conformité de ses activités et de sa comptabilité à l'article 6;

5° justifier une année d'existence comportant l'exercice d'une des trois activités visées à l'article 198 du Code wallon du Logement;

6° occuper au minimum deux personnes en équivalent temps plein.

Le maintien de l'agrément est subordonné à :

1° la présentation d'un rapport annuel d'activités liées à l'agrément;

2° la notification à l'administration de toute modification des statuts dès leur approbation par l'assemblée générale.

Art. 3. § 1^{er}. Pour l'application de l'article 198, 1° du Code wallon du Logement :

1° les logements mis à disposition par l'association doivent répondre aux normes minimales de salubrité fixées dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 février 1999 déterminant les critères de salubrité, le caractère améliorable ou non des logements ainsi que les critères minimaux d'octroi de subventions;

2° l'association doit disposer d'un ou plusieurs travailleurs sociaux gradués ou universitaires ou justifiant d'une expérience de trois années au moins dans le domaine social;

3° les logements doivent être mis à disposition de ménages en état de précarité;

4° l'association assure l'accompagnement social des occupants.

§ 2. Pour l'application de l'article 198, 2° du Code wallon du Logement :

1° l'association doit disposer d'un ou plusieurs membres du personnel gradués ou universitaires ou justifiant d'une expérience de trois années au moins dans le domaine administratif, technique ou juridique;

2° l'association doit assurer une assistance gratuite;

3° les permanences de l'association sont assurées au moins vingt heures par semaine.

§ 3. Pour l'application de l'article 198, 3° du Code wallon du Logement :

1° les projets expérimentaux doivent consister en des expériences pilotes mettant en œuvre des techniques innovantes dans le domaine de la construction, de la réhabilitation, de la restructuration ou de l'adaptation de logements améliorant la qualité de l'habitat;

2° l'association doit disposer d'un ou plusieurs membres du personnel gradués ou universitaires ou justifiant d'une expérience de trois années au moins dans le domaine de la construction, de la réhabilitation, de la restructuration ou de l'adaptation de logements.

Art. 4. § 1^{er}. La demande d'agrément est adressée par l'association à l'administration sous pli recommandé à la poste suivant le modèle établi par le Ministre.

La demande contient les pièces suivantes :

1° une copie des statuts de l'association;

2° la liste des associés.

§ 2. Le Ministre notifie à l'association demanderesse l'agrément ou le refus d'agrément dans les trois mois qui suivent la réception de la demande reconnue complète.

Art. 5. § 1^{er}. Un comité d'accompagnement est chargé notamment :

1° de remettre un avis au Ministre sur les demandes d'agrément;

2° d'examiner les rapports annuels et de formuler toute proposition au Ministre.

Ce comité d'accompagnement est composé :

1° de quatre représentants du Gouvernement dont un délégué de l'administration;

2° d'un délégué de la Société wallonne du Logement.

§ 2. Le comité élit le président en son sein. Le comité délibère valablement lorsque la moitié des membres est présente.

Les décisions sont adoptées à la majorité des suffrages. En cas de partage des voix, la voix du président est prépondérante.

Le président convoque les réunions et fixe l'ordre du jour.

Le secrétariat du comité est assuré par l'administration.

Art. 6. Dans les limites des crédits disponibles, le Ministre accorde aux associations agréées une subvention forfaitaire de 250 000 francs par an et une subvention couvrant 75 % du coût annuel brut d'un membre du personnel disposant d'un diplôme donnant accès à emploi de niveau 1 ou 2 + à la Région.

Les dépenses de personnel couvertes par la subvention visée à l'alinéa 1^{er} ne peuvent excéder les échelles barémiques du personnel de la Région correspondant à l'ancienneté dans l'association et aux qualifications du membre du personnel visé à l'alinéa 1^{er}. Les charges sociales sont plafonnées à 30 %.

Art. 7. Après avis du comité d'accompagnement, le Ministre peut retirer ou suspendre l'agrément lorsqu'il constate que l'association ne respecte pas les conditions fixées par le présent arrêté.

Art. 8. Le Ministre du Logement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 10 juin 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E. du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,
W. TAMINIAUX

ÜBERSETZUNG

D. 99 — 2867

[C - 99/27658]

**10. JUNI 1999 — Erlass der Wallonischen Regierung
zur Festsetzung der Zulassungs- und Bezuschussungsbedingungen
der Vereinigungen zur Förderung des Wohnungswesens**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Wallonischen Wohnsetzungsbuches, insbesondere der Artikel 192 und 199;

Aufgrund des am 23. März 1999 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 6. April 1999 abgegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des Beschlusses der Regierung vom 1. April 1999 über den Antrag auf ein Gutachten des Staatsrates, das dieser innerhalb einer Frist von höchstens einem Monat abgeben muss;

Aufgrund des am 31. Mai 1999 in Anwendung von Artikel 84, Absatz 1, 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatrates;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wohnungswesen gehört, nachstehend "Minister" genannt, kann jeder Vereinigung zur Förderung des Wohnungswesens, nachstehend "Vereinigung" genannt, die Zulassung gewähren, wenn diese Vereinigung die im vorliegenden Erlass festgelegten Bedingungen erfüllt.

Art. 2 - Um die Zulassung zu erhalten, muss die Vereinigung am Tag der Einreichung des Antrags:

1° Aktivitäten organisieren, die den Artikeln 2 und 198 des Wallonischen Wohngesetzbuches entsprechen und mindestens das Gebiet einer Provinz decken;

2° den Status einer Vereinigung ohne Erwerbszweck im Sinne des Gesetzes vom 27. Juli 1921, durch welches den Vereinigungen ohne Erwerbszweck und den gemeinnützigen Einrichtungen die Rechtspersönlichkeit gewährt wird, führen;

3° ihren Sitz in der Wallonischen Region haben;

4° gestatten, dass die Generaldirektion der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Erbes des Ministeriums der Wallonischen Region, nachstehend die Verwaltung genannt, die Übereinstimmung ihrer Aktivitäten und ihrer Buchhaltung mit Artikel 6 überprüft;

5° eine Existenz von einem Jahr nachweisen, während dessen eine der in Artikel 198 des Wallonischen Wohngesetzbuches erwähnten drei Tätigkeiten ausgeübt worden sind;

6° mindestens zwei Personen beschäftigen, die Vollzeiteinheiten entsprechen.

Die Beibehaltung der Zulassung unterliegt den folgenden Bedingungen:

1° Vorlage eines Jahresberichts über die mit der Zulassung verbundenen Tätigkeiten;

2° Benachrichtigung der Verwaltung über jede Abänderung der Satzungen, sobald diese von der Generalversammlung genehmigt worden sind.

Art. 3 - § 1. Für die Anwendung von Artikel 198, 1° des Wallonischen Wohngesetzbuches gelten die folgenden Bestimmungen:

1° die von der Vereinigung bereitgestellten Wohnungen müssen den Mindestnormen der gesundheitlichen Zuträglichkeit der Wohnungen genügen, die in dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. Februar 1999 zur Festlegung der Kriterien der gesundheitlichen Zuträglichkeit, der Verbesserungsfähigkeit bzw. Nichtverbesserungsfähigkeit der Wohnungen sowie der Mindestkriterien für die Gewährung von Zuschüssen festgelegt worden sind;

2° die Vereinigung muss über einen oder mehrere Sozialarbeiter verfügen, die Inhaber eines Graduates oder eines universitären Diploms sind oder eine Erfahrung von mindestens drei Jahren im sozialen Bereich nachweisen können;

3° die Wohnungen müssen Haushalten in prekären Verhältnissen bereitgestellt werden;

4° die Vereinigung gewährleistet die soziale Betreuung der Bewohner.

§ 2. Für die Anwendung von Artikel 198, 2° des Wallonischen Wohngesetzbuches gelten die folgenden Bestimmungen:

1° die Vereinigung muss über ein oder mehrere Personalmitglieder verfügen, die Inhaber eines Graduates oder eines universitären Diploms sind oder eine Erfahrung von mindestens drei Jahren im administrativen, technischen oder juristischen Bereich nachweisen können;

2° die Vereinigung muss eine kostenlose Unterstützung leisten;

3° der Bereitschaftsdienst der Vereinigung muss mindestens zwanzig Stunden in der Woche gewährleistet sein.

§ 3. Für die Anwendung von Artikel 198, 3° des Wallonischen Wohngesetzbuches gelten die folgenden Bestimmungen:

1° die Versuchsprojekte müssen aus Pilotexperimenten bestehen, durch die innovative Techniken im Bereich des Wohnungsbaus, der Wohnungssanierung, -umgestaltung oder Banpassung angewandt werden, die die Qualität des Wohnungswesens verbessern;

2° die Vereinigung muss über ein oder mehrere Personalmitglieder verfügen, die Inhaber eines Graduates oder eines universitären Diploms sind oder eine Erfahrung von mindestens drei Jahren im Bereich des Wohnungsbaus, der Wohnungssanierung, -umgestaltung oder Banpassung nachweisen können.

Art. 4 - § 1. Der Zulassungsantrag wird von der Vereinigung per bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief nach dem vom Minister festgelegten Muster an die Verwaltung gerichtet.

Der Antrag enthält die folgenden Unterlagen:

1° eine Abschrift der Satzungen der Vereinigung;

2° die Liste der Gesellschafter.

§ 2. Der Minister notifiziert der antragstellenden Vereinigung die Zulassung oder die Verweigerung der Zulassung innerhalb drei Monaten nach dem Empfang des als vollständig anerkannten Antrags.

Art. 5 - § 1. Ein Begleitausschuss wird insbesondere mit dem Folgenden beauftragt:

1° dem Minister ein Gutachten über die Zulassungsanträge abzugeben;

2° die Jahresberichte zu überprüfen und dem Minister jeglichen Vorschlag zu machen.

Dieser Begleitausschuss hat die folgende Zusammensetzung:

1° vier Vertreter der Regierung, unter denen ein Vertreter der Verwaltung;

2° ein Vertreter der "Société wallonne du Logement" (Wallonische Wohnungsbaugesellschaft).

§ 2. Der Ausschuss wählt seinen Vorsitzenden unter seinen Mitgliedern. Die Beratungen des Ausschusses sind rechtsgültig, wenn die Hälfte der Mitglieder anwesend ist.

Die Beschlüsse werden mit Stimmenmehrheit gefasst. Bei Stimmengleichheit ist die Stimme des Vorsitzenden ausschlaggebend.

Der Vorsitzende beruft die Versammlungen ein und legt die Tagesordnung fest.

Das Sekretariat des Ausschusses wird von der Verwaltung geführt.

Art. 6 - Innerhalb der verfügbaren Haushaltsmittel gewährt der Minister den zugelassenen Vereinigungen einen Pauschalzuschuss in Höhe von 250 000 BEF pro Jahr und einen Zuschuss zur Deckung von 75 % der jährlichen Bruttokosten eines Personalmitglieds, das Inhaber eines Diploms ist, das für die Anstellung in den Ämtern der Stufe 1 oder 2 + bei der Region berücksichtigt wird.

Die Personalausgaben, die durch den in Absatz 1 erwähnten Zuschuss gedeckt werden, dürfen die Gehaltsstufen der Personalmitglieder der Region, die dem Dienstalter in der Vereinigung und den Qualifikationen des in Absatz 1 erwähnten Personalmitglieds entsprechen, nicht überschreiten. Die Höchstbetragsgrenze der Soziallasten wird auf 30 % festgelegt.

Art. 7 - Nach Begutachtung durch den Begleitausschuss kann der Minister die Zulassung entziehen oder aufheben, wenn er feststellt, dass die Vereinigung die im vorliegenden Erlass festgelegten Bedingungen nicht einhält.

Art. 8 - Der Minister des Wohnungswesens wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 10. Juni 1999

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,

R. COLLIGNON

Der Minister der Sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens,

W. TAMINIAUX

—
VERTALING

N. 99 — 2867

[C - 99/27658]

**10 JUNI 1999. — Besluit van de Waalse Regering
tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring
van de verenigingen ter bevordering van de huisvesting**

De Waalse Regering,

Gelet op de Waalse Huisvestingscode, inzonderheid op de artikelen 192 en 199;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 23 maart 1999;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 6 april 1999;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van 1 april 1999 over het aangevraagde advies dat de Raad van State zal uitbrengen binnen een termijn van hoogstens één maand;

Gelet op het advies van de Raad van State, uitgebracht op 31 mei 1999 krachtens artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. De Minister bevoegd voor Huisvesting, hierna de Minister genoemd, kan iedere vereniging ter bevordering van de huisvesting, hierna vereniging genoemd, erkennen, die aan de bij het besluit gestelde voorwaarden voldoet.

Art. 2. Om erkend te worden moet de vereniging op de datum waarop de aanvraag wordt ingediend :

1° activiteiten uitvoeren overeenkomstig de artikelen 2 en 198 van de Waalse Huisvestingscode en die zich over het grondgebied van een provincie uitstrekken;

2° de statuten van vereniging zonder winstoogmerk aannemen in de zin van de wet van 27 juni 1921 waarbij aan de verenigingen zonder winstoogmerk en aan de instellingen van openbaar nut rechtspersoonlijkheid wordt verleend;

3° haar bedrijfszetel in het Waalse Gewest gevestigd hebben;

4° aanvaarden dat het Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Patrimonium van het Ministerie van het Waalse Gewest nagaat of haar activiteiten en boekhouding in overeenstemming zijn met artikel 6;

5° sinds minstens één jaar bestaan met inbegrip van het boekjaar van één van haar drie activiteiten zoals bedoeld in artikel 198 van de Waalse Huisvestingscode;

6° in voltijdse betrekkingen uitgedrukt, minstens twee personen tewerkstellen.

De erkenning blijft behouden mits :

1° jaarlijks een verslag over de voor erkenning in aanmerking komende activiteiten wordt overgelegd;

2° het bestuur in kennis wordt gesteld van iedere wijziging in de statuten zodra ze door de algemene vergadering worden goedgekeurd.

Art. 3. § 1. Voor de toepassing van artikel 198 van de Waalse Huisvestingscode moeten de volgende voorwaarden vervuld worden :

1° de door de vereniging ter beschikking gestelde woningen moeten aan de minimale gezondheidsnormen voldoen zoals vastgesteld in het besluit van de Waalse Regering van 11 februari 1999 waarbij de gezondheidsnormen, de verbeterbaarheid van de woningen alsmede de minimumnormen voor de toekenning van subsidies worden bepaald;

2° de vereniging moet beschikken over één of verscheidene maatschappelijke werkers, met een graduaats- of universitaire opleiding, of met een ervaring van minstens drie jaar op sociaal gebied;

3° de woningen moeten ter beschikking worden gesteld van gezinnen die in een precaire toestand verkeren;

4° de vereniging zorgt voor de sociale begeleiding van de bewoners.

§ 2. Voor de toepassing van artikel 198, 2°, van de Waalse Huisvestingscode moet de vereniging :

1° beschikken over één of verscheidene personeelsleden met een graduaats- of universitaire opleiding, of met een ervaring van minstens drie jaar op administratief, technisch of juridisch gebied;

2° voor een kosteloze bijstand zorgen;

3° minstens twintig uur per week bereikbaar zijn.

§ 3. Voor de toepassing van artikel 198, 3°, van de Waalse Huisvestingscode :

1° moeten de proefprojecten baanbrekende technieken gebruiken inzake de bouw, renovatie, herstructurering of aanpassing van woningen waarbij de woonkwaliteit verbeterd wordt;

2° moet de vereniging beschikken over één of verscheidene personeelsleden met een graduaats- of universitaire opleiding, of met een ervaring van minstens drie jaar inzake de bouw, renovatie, herstructurering of aanpassing van woningen;

Art. 4. § 1. De erkenningsaanvraag wordt door de vereniging volgens het door de Minister vastgelegd model bij ter post aangetekend schrijven gericht aan het bestuur.

Van die aanvraag maken deel uit :

1° een afschrift van de statuten van de vereniging;

2° de lijst van de vennoten.

§ 2. De Minister stelt de vereniging die de aanvraag heeft ingediend in kennis van de erkenning of van de weigering tot erkenning binnen de drie maanden volgend op de ontvangst van de als volledig beschouwde aanvraag.

Art. 5. § 1. Een begeleidingscomité wordt belast met :

1° het uitbrengen van een advies over de erkenningsaanvragen aan de Minister;

2° het lezen van de jaarverslagen en het voorleggen van voorstellen aan de Minister.

Bedoeld begeleidingscomité is samengesteld uit :

1° vier vertegenwoordigers van de Regering onder wie een afgevaardigde van het bestuur;

2° één afgevaardigde van de "Société wallonne du Logement" (Waalse Huisvestingsmaatschappij).

§ 2. De voorzitter wordt uit de leden van het comité gekozen.

Het comité beraadslaagt op geldige wijze als de helft van de leden aanwezig zijn.

De beslissingen worden aangenomen bij meerderheid van stemmen. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter beslissend.

De voorzitter roept vergaderingen bijeen en stelt de agenda vast.

Het secretariaat van het comité wordt door het bestuur waargenomen.

Art. 6. Binnen de perken van de beschikbare kredieten verleent de Minister de erkende verenigingen een forfaitaire subsidie van 250 000 BEF per jaar en een subsidie ten belope van 75 % van de bruto-jaarkosten van een personeelslid met een diploma dat toegang verleent tot een betrekking van niveau 1 of 2+ op het Gewest.

De personeelsuitgaven die door de in het eerste lid bedoelde subsidie gedekt worden mogen niet meer bedragen dan de weddeschalen van het personeel van het Gewest, rekening houdende met de anciënniteit binnen de vereniging en met de kwalificatie van het in het eerste lid bedoelde personeelslid. De sociale lasten bedragen maximum 30 %.

Art. 7. Na advies van het begeleidingscomité kan de Minister de erkenning intrekken of schorsen wanneer hij vaststelt dat de vereniging de bij dit besluit gestelde voorwaarden niet naleeft.

Art. 8. De Minister van Huisvesting is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 10 juni 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,
W. TAMINIAUX